

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

26 septembre 2022

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

Stib

Ukraine : une fuite en avant meurtrière

Cela fait sept mois que les troupes russes sont entrées en Ukraine. De toute évidence, Poutine n'a pas réussi son pari de prendre le contrôle de Kiev, ni même de l'ensemble des régions russophones de l'Est. En revanche, avec l'aide des Etats-Unis et des pays européens, l'Ukraine a mené une contre-offensive qui a obligé l'armée russe à reculer après avoir essuyé de lourdes pertes – on parle de 50 000 morts depuis le début de l'offensive. Son avantage numérique n'a pas suffi à compenser sa désorganisation et la fourniture par l'Occident d'armes extrêmement modernes à l'armée ukrainienne.

Face à ces revers, Poutine a décrété une mobilisation « partielle » de tous les réservistes, les anciens militaires, en âge de combattre.

Il est difficile de se faire une idée de l'adhésion de la population russe à cette guerre. Dès le début, de nombreuses voix s'y sont opposées mais elles ont été réprimées. En tout cas, la mobilisation est très mal perçue et, malgré la répression et la menace d'années de prison, des femmes et des hommes ont osé manifester leur opposition. Beaucoup de Russes en âge d'être mobilisés cherchent à quitter le pays ; il y aurait eu jusqu'à dix kilomètres de file à certains postes frontière. Ces Russes qui fuient une guerre qui ne les concerne pas s'ajoutent aux 500 000 de leurs concitoyens qui ont déjà quitté le pays depuis le début de l'année, soit le double de l'année précédente.

Par ailleurs, Poutine a lancé des référendums dans les zones occupées afin de justifier « démocratiquement » leur annexion à la Russie. Il se moque bien de l'avis des populations et cherche avant tout à redorer son image de chef infaillible censé restaurer la grandeur impériale de la Russie. C'est en tout cas comme cela qu'il se présente lui-même, même s'il défend en réalité avant tout les intérêts de la couche dirigeante de l'appareil d'Etat, la bureaucratie héritée de l'ancien régime soviétique et qui vit aux crochets de la population.

Beaucoup a été dit sur les responsabilités dans cette guerre. Poutine a déclenché les hostilités et les dirigeants européens et américains en ont profité pour se présenter comme les défenseurs de la liberté. Or, il ne s'agit évidemment pas d'une lutte entre le bien et le mal, entre la dictature et la démocratie.

Si l'on remonte @ dans l'histoire, l'Union Soviétique des années 80 n'avait depuis longtemps plus rien à voir avec le communisme. En lieu et place d'un vrai parti

communiste et d'une vraie démocratie, il y avait une armée de bureaucrates qui vivaient aux dépens de la population. La vie y était-elle pire ou meilleure qu'ailleurs, là n'est pas la question : ce n'était pas le communisme pour lequel s'étaient battus des millions de paysans et d'ouvriers en 1917. Ce régime qui tenait par la terreur a fini par s'effondrer en 1989 quand une partie de ses dirigeants s'est sentie suffisamment forte que pour se débarrasser de cet Etat policier qui les favorisait mais les bridait aussi dans leurs ambitions.

Il y eut dans les années 90 une phase de décentralisation et de libéralisme à outrance qui servit les plus ambitieux. Ce fut la curée, chaque dirigeant local ou régional tentait de s'approprier la plus grosse part possible du gâteau. Mais dans cette jungle nouvellement capitaliste, il n'y en avait évidemment pas pour tout le monde et la masse des couches intermédiaires, composée de centaines de milliers de bureaucrates, se réfugia dès les années 2000 derrière le parti de Poutine qui recentralisa et permit dès lors à chacun de ces privilégiés de se sucrer à son niveau, tant que c'était en bon ordre.

Cela a créé une économie stagnante et incapable de rivaliser avec les capitalistes occidentaux qui ont grignoté l'ancien empire soviétique en y étendant leur propre domination. Tous les pays balkaniques ont progressivement basculé dans leur sphère d'influence et l'Ukraine est depuis vingt ans le terrain d'une lutte d'influence qui s'est manifestée par une alternance de gouvernements pro-russes et pro-occidentaux.

Incapable de résister sur le plan économique à l'appétit des capitalistes occidentaux, Poutine a lancé l'offensive sur un plan militaire, comptant sur un effondrement de l'armée ukrainienne et espérant sans doute que ses adversaires n'oseraient pas aller au-delà de protestations formelles comme ce fut le cas lors de l'annexion de la Crimée.

Poutine n'est pas un héros de la résistance aux Etats-Unis et les pays de l'OTAN ne sont pas les défenseurs de la liberté. Il n'y a pas de lutte idéologique, ce sont des pays concurrents en lutte pour le contrôle de ressources et de marchés à l'échelle mondiale. Ils règlent leurs différents sur le champ de bataille au prix de dizaines de milliers de morts, de millions de déplacés et de vies brisées. Le capitalisme a toujours considéré que la vie des femmes et des hommes ne valait rien face aux profits. C'est une raison de plus, s'il en fallait une, pour le renverser.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Mobilisons-nous !

La grève du 21 septembre a été bien suivie à la Stib. Bus, trams et métros étaient majoritairement à l'arrêt. Il y avait du monde place de la Monnaie. Si nous voulons forcer le patronat à augmenter les salaires, il faudra que nous soyons beaucoup plus nombreux encore le 9 novembre !

Marre d'attendre ces taxis

Il faut souvent attendre très longtemps les taxis en soirée pour changer de dépôt ou rentrer chez nous. Les courses à la Stib ne sont pas les plus rentables et il y a pénurie de chauffeurs de taxis. Il y a longtemps, des collègues s'occupaient de nous reconduire. Mais la direction, toujours pour faire des économies, a décidé de se débarrasser d'un service qui fonctionnait bien mais ne lui rapportait rien. N'est-ce pas un comble que la Stib qui est une société de transports fasse appel à une autre société pour transporter ses propres chauffeurs !

Delhaize, il faut embaucher !

Sept supermarchés du groupe Delhaize sont restés portes closes à Bruxelles ce jeudi 15 septembre. Les syndicats avaient déposé un préavis de grève dès lundi soir à la suite de l'échec d'une réunion de conciliation avec la direction. Les travailleurs continuent à s'opposer au plan de réorganisation des magasins qui leur est imposé depuis 2019. Celui-ci prévoit de compenser les sous-effectifs par des équipes polyvalentes et volantes. Avec des bénéficiaires en hausse de 5%, Delhaize a amplement les moyens d'embaucher plutôt que de faire trimer son personnel.

Belfius, à elle de payer plus

Le bancassureur Belfius, détenu à 100% par l'État belge, s'inquiète de l'évolution des finances publiques. En Wallonie, il juge aussi l'éventualité d'une montée au pouvoir du PTB comme un risque financier. Pour une banque naguère renflouée avec de l'argent public, ça ne manque pas d'ironie. Pas plus aujourd'hui qu'hier, les patrons n'ont jamais craint les politiciens. Ce qui leur fait vraiment peur, c'est que la colère qui monte parmi les travailleurs se transforme en un grand mouvement social. Alors, ils n'hésiteront pas à lâcher des miettes pour conserver le pouvoir.

Au Royaume-Uni, God save le Fric

Avec le cirque médiatique autour de la mort de la reine d'Angleterre, l'information est passée quasi inaperçue. La nouvelle première ministre conservatrice Liz Truss a annoncé un plan à 150 milliards de livres pour aider les ménages et les entreprises à faire face à la flambée des factures d'énergie. Bien évidemment, cette aide ne concerne pas les 4,5 millions de travailleurs et sans-emplois qui, faute de moyens, doivent

déjà utiliser des compteurs à prépaiement, et ne recevront rien. Au paradis du capitalisme, pour les plus riches, c'est tous les jours la vie gratis.

La révolution qui reste à faire...

Suite au décès d'Elisabeth II, le Royaume-Uni a décrété un deuil national de dix jours. Toute la vie sociale est au ralenti. Des spectacles et des matchs de foot sont annulés. Le peuple est appelé à saluer le convoi funéraire qui traverse le pays.

Alors que les travailleurs britanniques sont engagés dans un bras de fer pour que les salaires suivent la flambée des prix, les chefs syndicaux ont annulé les grèves prévues cette semaine. Les salariés assommés par les factures ahurissantes de gaz et d'électricité sont censés attendre et rendre hommage à la reine !

Pendant soixante-dix ans, Elisabeth II a incarné l'Empire britannique. Elle a régné sur des centaines de millions d'hommes et de femmes à travers le monde, exploités, opprimés, voire massacrés lors des révoltes coloniales qu'ils menèrent contre la tutelle anglaise. La reine n'y était pour rien ? Mais si ! Elle était la garante morale de sa continuité et de sa perpétuation. Même si elle n'a servi que de décorum, elle a contribué à faire accepter leur condition aux opprimés.

En Angleterre comme en Belgique, voilà à quoi servent ces monarchies d'apparat : saouler le peuple avec des histoires de princesses et de rois pour qu'il ne s'occupe pas de ses propres affaires !

En 1789, une vague révolutionnaire a secoué l'Europe et fait tomber les têtes couronnées. Aujourd'hui, le pouvoir est passé aux mains de dynasties bourgeoises qui exploitent les populations laborieuses avec la même hargne que les seigneurs qui les ont précédés. Il nous faudra la même énergie révolutionnaire pour nous en débarrasser.

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.



facebook.com/lalutte.belgique



www.lalutte.org



contact@lalutte.org



0498/44 64 72